

La Serbie tance la Suisse

swissinfo 3 août 2005 20:58



Micheline Calmy-Rey - ici à Prisitina - n'entend pas changer de position sur le Kosovo. (Keystone)

Belgrade a convoqué le représentant de la Suisse pour protester contre les déclarations de Micheline Calmy-Rey sur le futur statut du Kosovo.

Le conseiller de la ministre suisse des Affaires étrangères réaffirme à swissinfo le soutien de la diplomatie helvétique à une indépendance formelle de la province serbe.

Le ministère des Affaires étrangères de Serbie-Monténégro renouvelle les critiques de Belgrade à l'égard de la position suisse : «Ces déclarations sont contraires à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU et anticipent la définition du statut final du Kosovo avant même que la communauté internationale n'ait engagé des pourparlers à ce sujet.»

De fait, Micheline Calmy-Rey a soutenu - ce lundi lors d'une visite au Kosovo - «un processus pouvant amener à l'indépendance. »

Précisément, Berne milite pour une «indépendance formelle», formule qui présuppose un éventail de possibilités allant de la «Confédération» avec la Serbie-Monténégro à la «souveraineté».

Mais cette question doit être débattue sous les auspices de la communauté internationale et à travers des discussions avec Belgrade, selon la ministre suisse des Affaires étrangères. «Un retour de la province sous souveraineté serbe n'est ni souhaitable, ni réaliste», a-t-elle tout de même affirmé.

Roberto Balzaretto, conseiller de Micheline Calmy-Rey, précise que la Suisse n'a aucunement l'intention de définir le statut de la province. Interview.

swissinfo: Etes-vous surpris par la série de critiques lancées par Belgrade ?

Roberto Balzaretto : Ce n'est pas vraiment une surprise. Mais je suis étonné par la manière dont la Suisse est critiquée. Car les propos de Micheline Calmy-Rey à Pristina sont les mêmes que ceux qu'elle a prononcés à Belgrade il y a quelques mois et que ceux prononcés par l'ambassadeur de Suisse devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Notre position est la même depuis des mois.

swissinfo : Laissez-vous entendre que Micheline Calmy-Rey a été mal comprise ?

R.B. : Je n'en sais rien. Mais je peux imaginer que la proximité des négociations sur le statut

final du Kosovo poussent les parties en présence à réaffirmer fermement leurs positions.

Bien sûr, il serait plus facile que nous soyons tous sur la même longueur d'onde. Mais l'important est de continuer à dialoguer sur cette question via, par exemple, nos représentations diplomatiques respectives.

swissinfo : Cela dit, Belgrade estime que la position suisse est contraire à la résolution 1244 de l'ONU et qu'elle fait peu de cas des discussions à venir sur le Kosovo.

R.B. : Nous ne sommes pas en train de définir le statut final du Kosovo. Par cette position, nous tenons à manifester notre souci de voir respecter les droits des minorités, qu'elles soient serbe ou autres.

Nous désirons également que les parties impliquées dans cette affaire entrent en discussion pour établir un nouveau statut du Kosovo.

Enfin, nous pensons qu'un retour à la situation d'avant 1999 n'est plus possible. Ce qui signifie que le Kosovo doit obtenir une forme ou une autre d'indépendance.

Il n'y a donc rien dans notre argumentaire qui soit contraire à la résolution 1244.

swissinfo : Ces tensions ne sont-elles pas tout de même embarrassantes pour la Suisse ?

R.B. : L'Union européenne est le médiateur officiel de ces négociations. Notre rôle est de faciliter le dialogue. Cela dit, il nous semble qu'il est temps que quelqu'un dise que "travailler sur la question du Kosovo sans envisager un nouveau statut pour la province est contreproductif."

Nous estimons qu'une vision nouvelle pour le statut de la province aiderait les parties à trouver une solution équitable. Belgrade ne semble pas partager ce point de vue. Mais nous restons convaincus que les parties doivent entrer en discussion et qu'elles ont besoin d'un but commun pour que ces négociations démarrent et réussissent.

Mais j'insiste. C'est aux parties elles-mêmes - avec l'aide de la communauté internationale - de décider de leur futur et non à la Suisse.

Interview swissinfo : Ramsey Zarifey
(traduction: Frédéric Burnand)

URL de cet article

<http://www.swissinfo.org/sfr/swissinfo.html?siteSect=105&sid=5985025>

Liens

La Suisse et l'OSCE: <http://www.eda.admin.ch/eda/f/home/foreign/secpe/osce.html>

La coopération suisse au Kosovo:

<http://www.sdc.admin.ch/countrydoc.php?navID=131&userhash=30001899&IID=2>

Les Balkans vus par l'International Crisis Group: <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=1239&l=2>